

Unité départementale de l'Oise
283 rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 18/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ECOVALOR

375 ALLEE DES ARTISANS
Zone Industrielle
60870 Brenouille

Références : IC-R/311/25-LGER/MC
Code AIOT : 0005103804

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2025 dans l'établissement ECOVALOR implanté 375, allée des artisans 60870 Brenouille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOVALOR
- 375, allée des artisans 60870 Brenouille
- Code AIOT : 0005103804
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ECOVALOR est spécialisée dans la collecte, le traitement et la valorisation des emballages souillés et des déchets spéciaux vrac et conditionnés. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008, complété par celui du 6 septembre 2024. Le site est soumis à autorisation.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PC 4 : auvent	AP Complémentaire du 06/09/2024, article 6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	PC 5 : confinement	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article III.4.6 de l'annexe	Avec suites, Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Qualité des rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 06/09/2024, article Article 7	/	Sans objet
4	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et 50	/	Sans objet
5	organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 06/09/2024, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points non conformes constatés lors de la dernière visite d'inspection ayant mené à la mise en demeure du 10 décembre 2024 ont été contrôlés. Aucune non conformité n'a été constatée concernant ces points.

Il est proposé d'abroger la mise en demeure.

Les autres points faisant l'objet de l'inspection n'ont pas fait l'objet d'un constat de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC 4 : auvent

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/09/2024, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, organisation des stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 14/10/2024type de suites qui avaient été actées : Avec suitessuite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescriptiondate d'échéance qui a été retenue : 10/03/2025

Prescription contrôlée :

L'auvent est organisé de façon à stocker des déchets sur palette.

Ce stockage a une surface maximale de 144 m² sur une hauteur maximale de 2,1 m. Il est composé de 7 rangées de stockage, matérialisées au sol, comprenant :

- rangée 1 : stockage DEEE et big-bags de poudre d'extincteur ;
- rangée 2 : GRV vides ;
- rangée 3 et 4 : stockage de flexibles ;
- rangée 5, 6 et 7 : stockage de solides à broyer.

Le stockage est distant d'au moins 8 mètres de la paroi de l'atelier adjacent.

Deux bennes de 35 m³ sont dédiées au stockage de pots acryliques non dangereux.

Un stockage d'extincteurs, d'une surface de 24 m² et d'une hauteur de 2,1 m est présent au nord de la zone.

Constats :Inspection du 14/10/2024 :

L'inspection avait constaté la présence de 7 rangées de stockage sous l'auvent. Des palettes contenant des extincteurs avaient été constatées sur la rangée 5. Le stockage d'extincteurs devait être réalisé au nord de la zone sur l'espace de stockage dédié.

Un stockage de GRV vides attenant à la paroi de l'atelier adjacent avait été constaté. Le stockage était réalisé à moins de 8 mètres de la paroi de l'atelier adjacent.

Par conséquent, les conditions de stockage constatées sous l'auvent ne correspondaient pas dans leur totalité à ce qui a été prescrit.

L'exploitant a été mis en demeure de respecter les conditions de stockage sous l'auvent.

Inspection du 24/06/2025 :

L'inspection a constaté la présence de 7 rangées de stockage sous l'auvent.

La rangée 1 était composée de bacs de DEEE. L'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas de poudre d'extincteur à la date de la visite.

La rangée 2 était composée de GRV vides.

Les rangées 3, 4, 5, 6 et 7 étaient occupées par des palettes vides. L'exploitant a indiqué que l'occupation de ces rangées par des palettes vides se faisait uniquement en journée et que ces dispositions étaient temporaires.

L'exploitant a envoyé des photographies le 24 juin 2025 de l'auvent. Les rangées 3, 4, 5, 6 et 7 sont vides.

L'inspection a constaté que le stockage était réalisé à plus de 8 mètres de la paroi de l'atelier.

L'exploitant a indiqué que le stockage des pots acryliques non dangereux se fait dans une benne de 70 m³.

L'exploitant a indiqué lors de la visite vouloir déposer un dossier de porter à connaissance

concernant les dispositions de stockage, afin qu'il puisse optimiser les espaces des installations.
Aucun stockage d'extincteur n'était présent le jour de la visite.
L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 décembre 2024 est donc respecté.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : PC 5 : confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article III.4.6 de l'annexe

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 10/06/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de moyens nécessaires pour pouvoir interrompre, si nécessaire, tout rejet d'effluents dans le milieu naturel.

L'exploitant doit être en mesure de confiner la totalité des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou des eaux d'extinction d'un éventuel incendie pour prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau. En cas d'incendie, les eaux d'extinction incendie seront évacuées de façon gravitaire pour être prises en charge par le réseau d'eaux pluviales interne et dirigées vers le bassin des eaux pluviales de toitures et de voiries de 465 m³ (ce bassin communique avec le bassin d'eau incendie de 360 m³).

[...]

L'exploitant établira une procédure visant à définir les actions à mettre en œuvre afin de s'assurer que le bassin des eaux pluviales de toitures et de voiries n'est pas constamment rempli et qu'il peut recueillir les eaux issues de l'extinction d'un incendie.

[...]

Les eaux recueillies doivent faire l'objet d'un traitement approprié permettant de satisfaire les valeurs limites de rejets prescrites ou être traitées dans un centre extérieur dûment autorisé.

Constats :

Inspection du 14/10/2024 :

Le système de gestion des eaux pluviales et des eaux d'extinction du site fonctionnait comme suit :

- les eaux étaient dirigées vers un bassin de 50 m³ ;
- les eaux étaient transférées vers un bassin de 465 m³ par une pompe électrique. Ce bassin devait permettre la rétention des eaux d'extinction incendie, son volume disponible devait être de 220 m³ ;
- les eaux étaient envoyées vers un bassin de 360 m³ avant d'être rejetées.

L'inspection avait constaté que le bassin de 465 m³ était rempli d'eau et donc que le volume disponible de 220 m³ nécessaire pour la rétention des eaux d'extinction incendie n'était pas assuré.

Le transfert des eaux du bassin de 50 m³ jusqu'au bassin de 465 m³ se faisait grâce à une pompe électrique. En cas d'incendie et de coupure d'alimentation électrique, le transfert des eaux du bassin de 50 m³ au bassin de 465 m³ n'était plus assuré.

Par ailleurs, l'exploitant n'avait pas établi de procédure visant à définir les actions à mettre en œuvre afin de s'assurer que le bassin de 465 m³ puisse recueillir les eaux issues de l'extinction d'un incendie.

L'exploitant avait été mis en demeure de respecter les prescriptions définies à l'article II.4.6 de l'annexe de l'arrêté du 28 novembre 2008 en :

- mettant en place les moyens nécessaires afin de disposer de manière permanente d'une évacuation des eaux d'extinction incendie jusqu'au bassin de 465 m³ ;
- s'assurant de la disponibilité d'un volume de 220 m³ pour la rétention des eaux d'extinction incendie ;
- disposant d'une procédure qui définit les actions à mettre en œuvre afin d'assurer que le bassin de rétention des eaux n'est pas constamment rempli.

Inspection du 24/06/2025 :

Le dispositif de confinement des eaux d'incendie et de traitement des pluviales est constitué de 3 bassins.

L'ensemble des eaux pluviales et des eaux d'incendie est dirigé vers un bassin de relevage de 50 m³. Ces eaux sont envoyées vers le bassin des eaux pluviales de 465 m³ par une pompe électrique. L'exploitant a mis en place une motopompe de relevage des eaux en cas de défaillance de la pompe électrique. L'activation de cette pompe est déclenché par un capteur de niveau dans le bassin de 50 m³ et en cas de défaillance électrique.

Le bassin de 465 m³ doit avoir un volume disponible suffisant pour accueillir 220 m³. Ce volume est défini dans l'étude de danger du dossier d'autorisation initial et il correspond au besoin en eau d'extinction additionné du volume des eaux pluviales.

Un système d'alarme avec des flotteurs permet de déclencher une alerte si le volume disponible pour la rétention des eaux incendie n'est pas suffisant dans le bassin de 465 m³.

Dans ce cas, l'eau est transférée dans le bassin incendie d'un volume de 360 m³. Ce bassin de 360 m³ doit être rempli de 120 m³ d'eau au minimum. Ce volume est le volume d'eau nécessaire aux moyens d'extinction incendie défini par le guide D9 lors du dossier d'autorisation initial.

Ce bassin est équipé d'un système de détection de volume avec des flotteurs pour garantir le volume minimum de 120 m³.

L'exploitant a envoyé à posteriori :

- une attestation de mise en place de ce système d'alarme du 3 juillet 2025 par la société CHUBB ;
- une procédure des actions à mettre en œuvre pour s'assurer que les volumes nécessaires pour l'extinction et pour la rétention des eaux d'extinction sont suffisants.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 décembre 2024 est donc respecté.

Observation : bien que la procédure de gestion du confinement des eaux prévoit une vérification du volume disponible dans le bassin de 360 m³ avant réalisation d'un transfert depuis le bassin de 465 m³, en l'absence de capteur de niveau haut dans le bassin de 360 m³, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'importance de la rigueur de cette vérification et l'invite à considérer tout moyen technique pour ce faire.

L'exploitant a transmis un porter à connaissance le 30 janvier 2025. Ce dossier décrit le système mis à jour de gestion des eaux pluviales et des eaux d'extinction incendie. Ce dossier de porter à connaissance est en cours d'instruction.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Qualité des rejets d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2024, article Article 7

Thème(s) : Risques chroniques, eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Les eaux ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si nécessaire, traitement afin de respecter les conditions suivantes ;

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la couleur et l'effluent ne provoque pas de couleur persistante du milieu récepteur ;
- l'effluent ne dégage aucune odeur ;
- teneur en matière en suspension inférieure à 30 mg/l, conformément à la norme NFT 90-105 ;
- teneur en hydrocarbure inférieure à 5 mg/l ;
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 125 mg/l, conformément à la norme NFT 90-101 ;
- demande biologique en oxygène sur effluent décanté (DBO5) inférieure à 30 mg/l, conformément à la norme NFT 90-103 ;
- absence de produits très toxiques, toxiques et des substances dangereuses pour l'environnement.

Constats :

Aucun dépassement des valeurs limites de rejet depuis la dernière visite d'inspection en octobre 2024 n'a été constaté sur le logiciel GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et 50

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

Article 49 :

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Article 50, alinéas 8 et 9 :

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre

évènement susceptible d'affecter l'installation. [...] Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Constats :

L'exploitant a présenté un document qui recensait l'état des stocks. Ce document est mis à jour à une fréquence mensuelle. La version présentée le jour de l'inspection datait du 21 juin 2025.

Fait modéré : L'exploitant ne respecte pas la fréquence de mise à jour de l'état des stocks définie à l'article 50 de l'arrêté du 4 octobre 2010.

Typologie de déchet	Quantité présente sur site selon le document présenté par l'exploitant	Quantité autorisée dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 septembre 2024
conteneurs souillés	50 m ³	560 m ³
poches plastiques souillées	0 m ³	90 m ³
fûts plastiques	0 m ³	200 m ³
emballage < 200 L	40 m ³	666 m ³
broyats	180 m ³	240 m ³
ferraille	30 m ³	60 m ³
fûts métalliques	0 m ³	125 m ³
palette	30 m ³	30 m ³

L'exploitant a indiqué par ailleurs qu'il y avait :

- 7 m³ de DEEE sur site au jour de l'inspection. La quantité maximale d'après l'arrêté complémentaire du 6 septembre 2024 est de 20 m³.

- 30 m³ de DIB sur site au jour de l'inspection. La quantité maximale d'après l'arrêté

complémentaire du 6 septembre 2024 est de 30 m³.

Les quantités présentes sur site sont inférieures aux quantités maximales autorisées.
L'état des stocks présenté par l'exploitant ne mentionnait pas les DEEE et les DIB, toutefois les quantités stockées de ces déchets est suivie par l'exploitant.

Il a indiqué qu'il ajoutera les DEEE et des DIB à l'état des stocks.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective : Il est demandé à l'exploitant de respecter les fréquences de mise à jour de l'état des stocks définies dans l'article 50 de l'arrêté du 4 octobre 2010, dans un délai de 2 mois

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2024, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement et organisation des stockages

Prescription contrôlée :

Le stockage des conteneurs ou fûts est divisé en plusieurs volumes unitaires (îlots). Il est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisé à des fins de stockage. Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.

L'entreposage des conteneurs ou fûts est réalisé au maximum sur 4 hauteurs, et ne doit pas dépasser 8 mètres. D'autre part, un espace libre d'au moins 1 mètre doit être préservé entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme.

[...]

Constats :

L'inspection a constaté que le stockage est effectué en îlots de stockage séparés par des allées de 2 mètres, et que la surface qui n'est pas utilisée à des fins de stockage est manifestement bien supérieure au tiers de la surface au sol totale.

Le jour de l'inspection, le stockage était réalisé sur 3 hauteurs, sur une hauteur inférieure à 8 mètres et l'inspection a constaté qu'il y avait plus d'1 mètre entre le haut du stockage et la toiture du bâtiment.

Type de suites proposées : Sans suite